

## Le retour de l'esclavage en Libye

by **Clara Didier, Fatou Diouf & Jessie Lee**  
published by **Generation for Rights Over the World**  
January 2021  
[contact@growthinktank.org](mailto:contact@growthinktank.org)



### Abstract

*La Libye est, hélas, encore aujourd'hui un terreau pour l'esclavage. La crise migratoire a décuplé les nouvelles possibilités pour les passeur.se.s de réduire de nombreux.euses migrant.e.s au « statut » d'esclaves. Ils sont bien souvent kidnappé.e.s, abusé.e.s physiquement par de longues heures de travail, mais aussi sexuellement par des trafiquant.e.s de femmes et d'enfants. Et cette dure réalité n'a fait qu'empirer depuis la crise sanitaire que connaît le monde depuis près d'un an maintenant.*



## La Libye, une zone de transit pour migrant.e.s et trafiquant.e.s

L'esclavage en Libye ne restera jamais un souvenir lointain. Depuis 2011, avec l'effondrement du régime libyen résultant de la mort de son dirigeant, Mouammar Kadhafi, le pays n'a cessé de s'enfoncer dans un gouffre de problèmes, la crise migratoire jouant un rôle dans cet effondrement. Il est important de garder à l'esprit que la traversée de la mer Méditerranée, à bord d'une embarcation de fortune, est un périple dangereux voire mortel. Les migrant.e.s risquent tout dans l'espoir d'une vie meilleure. Certain.e.s fuient la guerre civile d'un pays contrôlé par différentes milices, d'autres fuient la persécution religieuse, ou encore la pauvreté. Alors même que le voyage est déjà suffisamment périlleux, iels sont également la proie de groupes armés et de réseaux de passeur.se.s. En effet, une très forte part des migrant.e.s sont utilisé.e.s comme travailleur.se.s journalier.ère.s dans les secteurs de la construction et dans l'agriculture par exemple. Iels sont battu.e.s, parfois à mort, mais également rançonné.e.s, violé.e.s, séquestré.e.s, affamé.e.s et réduit.e.s en esclavage. L'esclavage a peut-être été légalement aboli dans une majorité de pays, pour certaines populations, il reste encore une réalité poignardante.

La Libye est un espace de transit important pour les migrant.e.s et les réfugié.e.s qui espèrent atteindre l'Europe par la mer. Les réseaux de traite des êtres humains ont prospéré dans l'anarchie, créée par les milices en guerre qui se battent pour le contrôle des territoires depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011. Selon l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), il y aurait entre 700 000 et 1 million de migrant.e.s en Libye. Les Africain.e.s du Maghreb sont sujet.te.s à un trafic sans limite. C'est le racisme, ancré dans la culture libyenne, qui les pousse à vendre, acheter, torturer des personnes noires.

En avril 2017, l'OIM a fait remarquer que la traite d'êtres humains est devenue une pratique de plus en plus fréquente chez les passeurs.seuses. Des migrant.e.s de toute part sont acheté.e.s et revendu.e.s dans des garages et des parkings de la ville de Sabha, au sud de la Libye. Iels y sont retenu.e.s entre deux et trois mois en moyenne pour un prix moyen de 200 à 300 dollars (entre 190 et 280 euros).

En novembre 2017, des journalistes de CNN ont mené une investigation, en caméra cachée, près de la capitale, Tripoli. Des « marchés aux esclaves » qui se dérouleraient une à deux fois par mois ont ainsi été mis en lumière ; des « marchés » où des êtres humains sont vendus comme des bibelots au plus offrant qui les utilise ensuite comme des « outils » dans son ou ses domaine(s) agricole(s) ou usine(s). Un phénomène normalisé qui permet de réduire drastiquement les coûts de production et d'augmenter le chiffre d'affaires, puisqu'il n'y a plus besoin d'en déduire la charge salariale.

C'est donc une véritable économie parallèle qui s'est mise en place dans un pays où l'économie est au plus bas. Les migrant.e.s constituent la nouvelle « denrée de subsistance » pour les passeur.se.s mais aussi pour les individu.e.s qui ont vu leur(s) entreprise(s) être détruite(s) à cause de la conjoncture économique et qui cherchent un moyen de relancer leur affaire. Si certain.e.s migrant.e.s sont vendu.e.s pour être forcé.e.s au travail, les autres sont utilisé.e.s dans le trafic sexuel, tout cela au profit de celles et ceux qui ont nourri leur désir d'Europe en leur assurant qu'ils pourraient les aider à traverser la Méditerranée.

Cette année, le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) a enregistré plus de 1 600 personnes disparues en Libye. Cependant, selon la Commission Internationale pour les Personnes Disparues (CIPD), qui vise à tenir un registre de chaque disparition, les comptes s'élèvent à environ 10 000 personnes actuellement portées disparues seulement en Libye.

Enfin, en raison du Covid-19, il est désormais impossible pour les analystes du CICR de réunir d'importants groupes de personnes pour écouter les noms de personnes portées disparues ou regarder des photos. De plus, comme de nombreux pays suspendent les déplacements entre États ou provinces, il est devenu extrêmement difficile d'entreprendre des recherches à grande échelle.

## La torture en Libye, témoignages

En mai 2020, au moins trente migrant.e.s (vingt-six bangladais et quatre africains) ont été brutalement assassiné.e.s en Libye par la famille d'un passeur et des trafiquant.e.s d'êtres humains.<sup>1</sup> Les premiers rapports laissent entendre que de nombreux.ses blessé.e.s étaient dans un état critique, certain.e.s portaient notamment des traces de coups et de sévices physiques. Le ministère de l'Intérieur libyen a déclaré avoir émis un mandat d'arrêt contre les agresseurs.ses présumé.e.s et l'OIM a qualifié le meurtre d'« insensé » et a appelé les autorités libyennes à ouvrir immédiatement une enquête « pour traduire les responsables en justice »<sup>2</sup>. Cependant, le mandat d'arrêt contre les agresseur.se.s présumé.e.s n'a donné aucun résultat à ce jour.

Alpha Kaba, migrant et victime de ces trafics, fait part des sévices qu'il a subi : « *on a rencontré le passeur qui nous a demandé le prix, on a discuté avec lui, et de l'autre côté, il y avait une voiture qui nous attendait* »<sup>3</sup>. Plus tard, il est vendu pour 220€, et emmené puis enfermé avec des dizaines d'autres personnes. Il travaille dans la construction et dans l'agriculture, passe de main en main comme une marchandise et doit même enterrer les cadavres de ses frères morts dans le désert. Il est battu quand il n'obéit pas ou qu'il ne travaille pas assez vite.

Amina, une femme Somalienne de 18 ans, tentait de fuir la guerre civile mais a été enlevée et emmenée dans une chambre de torture dans le désert libyen. Les ravisseurs d'Amina ont alors exigé 8000 dollars américains à ses parents pour sa libération. La jeune femme s'est échappée un an et demi plus tard alors qu'elle traversait la Méditerranée, mais a été arrêtée par les garde-côtes libyens et forcée de vivre dans un centre de détention géré par le gouvernement. D'après son témoignage, les conditions de vie étaient pires dans le centre de détention car l'accès à la nourriture et l'eau était très limité et les gens y mouraient de maladies. Elle espère désormais qu'un pays sécurisé l'accueillera. En attendant, elle vit dans un camp pour réfugié.e.s géré par l'agence des Nations Unies<sup>4</sup>.

Il existe une multitude de témoignages similaires de migrant.e.s. Comme Sami, un Erythréen de 18 ans, qui a vu son meilleur ami mourir devant lui électrocuté, ou encore Yonathan Tekle, 24 ans, Erythréen

---

<sup>1</sup> N.D. (2020). Libye : pour venger sa mort, la famille d'un passeur tue 30 migrants. *Le Parisien*. [online] 28 May. Available at: <https://www.leparisien.fr/faits-divers/libye-pour-venger-sa-mort-la-famille-d-un-passeur-tue-30-migrants-28-05-2020-8325816.php> [Accessed 01 Aug. 2020].

<sup>2</sup> OBERTI, C. (2020). Libye : 30 migrants tués par la famille d'un passeur. *Infomigrants.net*. [online] 29 May. Available at: <https://www.infomigrants.net/fr/post/22527/l-accord-choquant-entre-l-italie-et-les-garde-cotes-libyens-renouvele-pour-trois-ans> [Accessed 01 Aug. 2020].

<sup>3</sup> ALPHA, K. (2019). *Esclave des milices*. Paris: Fayard.

<sup>4</sup> DW (2019). Human trafficking in Libya - dw.com. *YouTube*. [online] Available at: <https://youtu.be/HKOoRgodZg4> [Accessed 01 Aug. 2020].

également, « *ce n'est pas grave si je meurs dans la mer. C'est mieux que l'enfer que j'ai vu en Libye et l'enfer qui m'attend en Erythrée si j'y retourne* »<sup>5</sup>.

Toutefois, on entend peu parler du point de vue des passeur.se.s. La *Deutsche Welle* (DW) a interviewé Abdel Aziz, passeur depuis 2015. Il assume totalement le fait de vendre des migrant.e.s et a connaissance des exactions commises à leur encontre. Pour autant, il semble avoir la conscience tranquille, convaincu que cela ne va aucunement à l'encontre de la volonté divine. Il s'agit pour lui d'une transaction comme une autre pour « joindre les deux bouts »<sup>2</sup> ; si les migrant.e.s sont incapables de payer leur billet de passage à travers le désert, ils devront payer avec la seule chose qui leur reste, soit leur corps.

## Réactions de la communauté internationale

En avril 2017, l'OIM a lancé l'alerte sur le commerce parallèle d'êtres humains qui s'est mis en place en Libye. La connaissance de ces exactions a immédiatement attiré l'attention de la communauté internationale et plus particulièrement du Conseil de sécurité de l'ONU, unanime sur le fait de juger la situation libyenne comme étant inacceptable, pour cause de violation des droits humains. Le Conseil de sécurité a donc mis en place un Plan d'action mondial pour mettre enfin un terme à cette traite qualifiée de « crime contre l'humanité » (Article 4 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme)<sup>6</sup>. Le Conseil de sécurité exhorte alors les États de transition et d'accueil à mettre en place des procédures d'identification, de dépistage précoce et d'assistance afin de pouvoir protéger et accompagner les individu.e.s qui entrent dans les parcours de migration, mais aussi pour réorganiser les réseaux de traite, voire, à terme, pour condamner les acteur.rice.s de ces réseaux parallèles. Comme l'a exprimé António Guterres<sup>7</sup>, « ce crime n'a pas sa place au XXI<sup>e</sup> siècle ».

Cependant, il nous semble important de noter que, même si les membres du Conseil de sécurité sont tou.te.s d'accord pour dire que des atrocités se produisent en Libye, iels ont omis d'intégrer un élément, pourtant clé, à savoir la cause de ces dernières. La Fédération de Russie l'a rappelé : la recrudescence de violence en Libye est due à l'effondrement du régime de Kadhafi et est donc, par extension, indirectement liée aux décisions et à l'ingérence des puissances occidentales. En effet, beaucoup ont déjà supposé que si les puissances occidentales n'étaient pas intervenues en Libye, le régime ne se serait jamais effondré et les crimes commis aujourd'hui dans le pays ne s'y seraient certainement pas développés. Cela reste hypothétique, mais il serait tout de même naïf de considérer que la zone de non-droit qu'est désormais devenue la Libye ne soit pas liée à la destruction antérieure du régime par les puissances occidentales, créant un terreau propice aux crimes les plus violents.

Le Gouvernement d'entente nationale de la Libye, soucieux de faire respecter le droit national et international, a ouvert une enquête concernant ces trafics et s'est engagé à mener des poursuites contre leurs instigateur.rice.s. Mais, ces mesures ne suffisant pas, le Conseil de sécurité a réitéré la nécessité

---

<sup>5</sup> NAIB, F., 2020. Slavery In Libya: Life Inside A Container. *Aljazeera.com*. [online] Available at: <https://www.aljazeera.com/news/2018/01/slavery-libya-life-container-180121084314393.html?fbclid=IwAR36PBxF-g8rWooVzLgPKX8MWvDCDuGwmof-GxLx6XIm49um8z50NCxWvLQ> [Accessed 1 August 2020].

<sup>6</sup> UN (2017). Le Conseil de sécurité renforce son dispositif de lutte contre la traite des personnes, "un crime qui n'a pas sa place au XXI<sup>e</sup> siècle". *Un.org*. [online] 21 Nov. Available at : <https://www.un.org/press/fr/2017/cs13081.doc.htm> [Accessed 01 Aug. 2020].

<sup>7</sup> Homme d'État portugais membre du Parti socialiste, secrétaire général des Nations unies depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017.



pour les États de départ de migrant.e.s de gérer les flux de migrations en amont et donc de mener des travaux structurels pour réduire drastiquement ces flux, afin d'éviter en conséquence que ces migrant.e.s ne se retrouvent dans des réseaux de trafics d'êtres humains. Le président du Conseil de sécurité a donc mis un point d'honneur à encourager tous les États et toutes les organisations régionales (Union européenne, Union africaine) à « envisager, à titre prioritaire, de ratifier la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et ses protocoles additionnels, en particulier le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants et le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer »<sup>8</sup>.

Il s'est désormais passé trois ans depuis la déclaration du Conseil de Sécurité, et bien que l'émoi soit toujours aussi grand, que des migrant.e.s continuent à être vendu.e.s, peu d'initiatives ont réellement vues le jour de la part des gouvernements pour aider la Libye à gérer dignement cette crise migratoire et pour guider les autorités afin qu'elles réussissent à rétablir le droit dans la région. Des associations civiles et européennes, telles que SOS Méditerranée, Ocean Viking, ou encore beaucoup d'autres organisations de protection des migrant.e.s ont tiré la sonnette d'alarme dès 2015. Néanmoins, même leurs voix n'ont pas eu beaucoup d'écho. Les organisations régionales et plus particulièrement l'Union Européenne, qui est la destination première des migrant.e.s, peinent à trouver des solutions et se retrouvent confrontées à la discorde que provoque le thème de la migration au sein même de leurs gouvernements nationaux. Ce blocage se manifeste dans la politique de quelques pays de l'Union Européenne, tels que la Grèce ou encore l'Italie qui aujourd'hui s'élèvent davantage comme des murs plutôt que comme des mains tendues vers les individu.e.s qui ont besoin d'aide. Ce n'est pas un mystère que l'Italie et la Grèce ont du mal à gérer les flux de migrant.e.s et tiennent des propos très durs envers ces populations nomades. Si les individu.e.s diplômé.e.s ont plus de chances de se voir accorder l'asile, ce n'est pas le cas des immigré.e.s moins qualifié.e.s. Pour endiguer l'arrivée d'immigrant.e.s ces deux pays européens ont donc passé un accord avec les garde-côtes libyens, le dimanche 2 février 2020, pour une durée de trois ans. Cet accord, soutenu par l'Union européenne, prévoit de nouveau une aide financière pour la Libye et la formation des garde-côtes libyens aux opérations de sauvetage et de renvoi des migrant.e.s en Libye. Des mesures inacceptables et « inhumaine(s) » comme l'a jugé Zeid Ra'ad Al Hussein, Haut-commissaire de l'ONU, alors même que ces gouvernements sont conscients de la corruption qui règne dans le pays et des traitements dont sont victimes les migrant.e.s<sup>9</sup>.

Des milliers de témoignages font surface depuis trois ans. Hélas, la majorité ne reste que des échos sourds au sein de l'Union Européenne, écartelée entre la montée de partis populistes et un manque de moyens croissants. Mais l'Union Européenne n'est pas la seule à recevoir des critiques. Les pays d'origine des demandeur.se.s d'asile sont aussi sous le feu des accusations quant au fait de ne pas avoir de politiques migratoires claires et bien définies qui pourraient réellement protéger leurs ressortissant.e.s. Ils laissent leur pays se vider goutte par goutte et ne mènent pour le moment que très peu de politiques de réformes structurelles et conjoncturelles concrètes pour améliorer et dynamiser les conditions de vie et de travail de leur peuple. Parfois, les cris désespérés de ces migrant.e.s se font tout de même entendre. Le Rwanda a été très réactif et a proposé d'accueillir 30 000 migrant.e.s en réponse à l'indignation du

---

<sup>8</sup> UN (2000). Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. *Un.org*. [online] 15 Nov. Available at: <https://www.unodc.org/unodc/fr/treaties/CTOC/> [Accessed 01 Aug. 2020].

<sup>9</sup> DIALLO, A. (2017) Libye : la souffrance des migrants détenus est un outrage à la conscience de l'humanité, selon le Haut-Commissaire Zeid. *Un.org*. [online] 14 Nov. Available at: <https://news.un.org/fr/audio/2017/11/1003931> [Accessed 01 Aug. 2020].

président de l'Union Africaine, Alpha Condé. Un premier pas prometteur qui, nous espérons, n'est que le premier d'une longue série.

## Conclusion

La fuite massive des ressortissant.e.s d'Afrique subsaharienne vers l'Europe a pris de nombreux États de court, n'ayant pas pu mesurer l'impact que ces migrations allaient avoir sur leurs politiques intérieure et extérieure. Cependant, le mauvais calcul des événements ne devrait pas être un prétexte pour aborder la situation avec apathie ou mépris, laissant ainsi des individu.e.s désespéré.e.s dans un enfer politique et social. Il est temps de proposer de réelles solutions afin de mettre fin à ces ignominies que sont le trafic d'êtres humains, l'esclavage, les crimes contre l'humanité. Enfin, la crise actuelle du coronavirus n'améliore pas la situation, voire l'aggrave. « *L'inaction pourrait entraîner une forte augmentation du nombre de personnes réduites en esclavage en raison de la crise du nouveau coronavirus* », a ainsi déclaré M. Obokata, qui a entamé le 1er mai son mandat d'expert indépendant à l'ONU<sup>10</sup>.

---

<sup>10</sup> UN. (2020) Le Covid-19 risque d'aggraver le fléau de l'esclavage moderne, alerte un expert de l'ONU. *Un.org*. [online] 05 May. Available at: <https://news.un.org/fr/story/2020/05/1068112> [Accessed 01 Aug. 2020].



## RÉFÉRENCES

ALPHA, K. (2019). *Esclave des milices*. Paris: Fayard.

BARON, L. (2019). Libye : des migrants africains vendus comme esclaves par des trafiquants. *Information.tv5monde.com*. [online] 07 Oct. Available at: <https://information.tv5monde.com/afrique/libye-des-migrants-africains-vendus-comme-esclaves-par-des-trafiquants-203789>. [Accessed 01 Aug. 2020].

BLANCHARD, S. (2017) Contre l'esclavage en Libye. *Dw.com*. [online] 18 Dec. Available at: <https://www.dw.com/fr/contre-lesclavage-en-libye/a-41844060> [Accessed 01 Aug. 2020].

BOBIN, F. (2017). « Ventes aux enchères d’esclaves » : Tripoli ouvre une enquête. *Le Monde*. [online] 20 Nov. Available at: [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/20/ventes-aux-encheres-d-esclaves-tripoli-ouvre-une-enquete\\_5217543\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/20/ventes-aux-encheres-d-esclaves-tripoli-ouvre-une-enquete_5217543_3212.html) [Accessed 01 Aug. 2020].

BOUM, H. (2017). Esclavage en Libye : « Personne ne protège les Africains, alors chacun peut faire son marché ». *Le Monde*. [online] 29 Nov. Available at: [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/29/esclavage-en-libye-personne-ne-protège-les-africains-alors-chacun-peut-faire-son-marche\\_5222200\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/11/29/esclavage-en-libye-personne-ne-protège-les-africains-alors-chacun-peut-faire-son-marche_5222200_3212.html). [Accessed 01 Aug. 2020].

DIALLO, A. (2017) Libye : la souffrance des migrants détenus est un outrage à la conscience de l’humanité, selon le Haut-Commissaire Zeid. *Un.org*. [online] 14 Nov. Available at: <https://news.un.org/fr/audio/2017/11/1003931>. [Accessed 01 Aug. 2020].

HUGUEUX, V.H. (2018). Migrants naufragés en Libye : “Plus d’impunité pour les passeurs”. *Lexpress.fr*. [online] 21 Jan. Available at: [https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/migrants-naufrages-en-libye-plus-d-impunite-pour-le-s-passeurs\\_1978641.html](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/migrants-naufrages-en-libye-plus-d-impunite-pour-le-s-passeurs_1978641.html) [Accessed 06 Sep. 2020].

OBERTI, C. (2020). Libye : 30 migrants tués par la famille d'un passeur. *Infomigrants.net*. [online] 29 May. Available at: <https://www.infomigrants.net/fr/post/22527/l-accord-choquant-entre-l-italie-et-les-garde-cotes-libyens-renouvele-pour-trois-ans> [Accessed 01 Aug. 2020].

OBERTI, C. (2020). L’accord “choquant” entre l’Italie et les garde-côtes libyens renouvelé pour trois ans. *Infomigrants.net*. [online] 03 Feb. Available at: <https://www.infomigrants.net/fr/post/22527/l-accord-choquant-entre-l-italie-et-les-garde-cotes-libyens-renouvele-pour-trois-ans> [Accessed 01 Aug. 2020].

LOUGHRAN, S. and AL-ZOUI, A. (2020). Libya civil war: 10,000 people missing, rights group says. *Aljazeera.com*. [online] 30 Aug. Available at: <https://www.aljazeera.com/news/2020/08/libya-civil-war-10000-people-missing-rights-group-200828101118159.html> [Accessed 01 Aug. 2020].

NAIB, F. (2018). Slavery in Libya: Life inside a container. *Aljazeera.com*. [online] 26 Jan. Available at: <https://www.aljazeera.com/news/2018/01/slavery-libya-life-container-180121084314393.html> [Accessed 01 Aug. 2020].

QUACKENBUSH, C. (2017). The libyan slave trade has shocked the world. Here's what you should know. *time.com*. [online]. 01 Dec. Available at: <https://time.com/5042560/libya-slave-trade/> [Accessed 01 Aug. 2020].

ROMENZI, A.R. (2020). Le Covid-19 risque d'aggraver le fléau de l'esclavage moderne alerte un expert de l'ONU. *news.un.org*. [online]. 05 May. Available at: <https://news.un.org/fr/story/2020/05/1068112> [Accessed 06 September 2020].

VALORI, G. E. (2020). The Libyan crisis in the summer of 2020. *moderndiplomacy.eu* [online] 30 Jul. Available at: <https://moderndiplomacy.eu/2020/07/30/the-libyan-crisis-in-the-summer-of-2020/> [Accessed 01 Aug. 2020].

N.D. (2020). Libye : pour venger sa mort, la famille d'un passeur tue 30 migrants. *Le Parisien*. [online] 28 May. Available at: <https://www.leparisien.fr/faits-divers/libye-pour-venger-sa-mort-la-famille-d-un-passeur-tue-30-migrants-28-05-2020-8325816.php> [Accessed 01 Aug. 2020].

N.D. (2017). Esclavage en Libye : "Tout le monde savait", dénoncent les ONG. *Le Parisien*. [online]. 24 Nov. Available at: <https://www.leparisien.fr/international/esclavage-en-libye-tout-le-monde-savait-denoncent-les-ong-24-11-2017-7411908.php> [Accessed 01 Aug. 2020].

UN (2017). En réponse aux "ventes d'esclaves" en Libye, le Conseil plaide pour une intensification de la lutte contre la traite des personnes. *Un.org*. [online] 07 Sep. Available at: <https://www.un.org/press/fr/2017/cs13105.doc.htm> [Accessed 01 Aug. 2020].

UN (2000). Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. *Un.org*. [online] 15 Nov. Available at: <https://www.unodc.org/unodc/fr/treaties/CTOC/>. [Accessed 01 Aug. 2020].

UN (2017). Le Conseil de sécurité renforce son dispositif de lutte contre la traite des personnes, "un crime qui n'a pas sa place au XXI<sup>e</sup> siècle". *Un.org*. [online] 21 Nov. Available at: <https://www.un.org/press/fr/2017/cs13081.doc.htm> [Accessed 01 Aug. 2020].

UN. (2020) Le Covid-19 risque d'aggraver le fléau de l'esclavage moderne, alerte un expert de l'ONU. *Un.org*. [online] 05 May. Available at: <https://news.un.org/fr/story/2020/05/1068112> [Accessed 01 Aug. 2020].

DW (2019). Human trafficking in Libya - dw.com. *YouTube*. [online] Available at: <https://youtu.be/HKQoRgodZg4> [Accessed 01 Aug. 2020].



**Pour plus d'informations sur le sujet :**

- Court Métrage de Domitille Piron intitulé *Libya*. Après avoir découvert un Centre d'Accueil et d'Orientation (CAO), installé dans un village près de l'Ardèche, depuis novembre 2016, il met en scène Ussein, Abdouraman, Fakri et Mustafa qui fuient le Soudan pour un autre enfer.
- En 2019, Alpha Kaba, qui est ancien journaliste dans une radio locale à Kankan, deuxième ville de Guinée, également une victime, a écrit un livre *Esclave des milices*. Il est menacé de mort depuis 2013 à cause d'une de ses émissions est jugée trop critique et a décidé de prendre la fuite.

**Pour citer l'article :**

DIDIER, C. DIOUF, F. LEE, J. (2021). Le retour de l'esclavage en Libye. Generation for Rights Over the World. *growthinktank.org*. [online] Jan 2021.